alliancesud
Swissaid · Action de Carême · Helvetas · Caritas · Eper · Solidar Suisse · Terre des hommes

Communiqué de presse d'Alliance Sud du 30 octobre 2026

Les parlementaires veulent stopper une réforme antidémocratique de la CI

Une large opposition se forme au Parlement contre la démarche précipitée du Conseil fédéral. La Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) avait déjà exigé, en juillet puis en octobre, que soit respecté le processus démocratique ordinaire d'élaboration de la prochaine stratégie de coopération internationale (CI) et, partant, le droit de regard du Parlement. Aujourd'hui, la commission homologue du Conseil des États lui emboîte le pas.

Le 24 juin 2026, les deux conseillers fédéraux Ignazio Cassis et Guy Parmelin ont présenté, d'un ton détaché, une réorientation fondamentale et de grande envergure de la CI à partir de 2029. Ni le Parlement ni les expertes et experts n'en avaient été informés ; cette décision a donc été critiquée de toutes parts.

En juillet, la CPE-N a demandé au Conseil fédéral que les modifications substantielles apportées à la stratégie soient débattues au Parlement – comme le voudrait l'usage – avant toute mise en œuvre. Peu après, cependant, la SonntagsZeitung a révélé que la concrétisation des grandes lignes annoncées en juin était déjà bien avancée et que la Direction du développement et de la coopération (DDC) prévoyait de se retirer de six pays et de quatre organisations multilatérales de plus. À l'occasion de son voyage en Arménie à la mi-octobre, le conseiller fédéral Cassis a même informé le président arménien du retrait de la coopération au développement de son pays – une démarche qui soulève de nombreuses interrogations, y compris parmi les parlementaires du camp bourgeois.

La proposition de la CPE-N, tout comme la vingtaine de questions et interpellations déposées sur ce sujet lors de la session d'automne, sont restées pour la plupart sans réponse. Le 21 octobre, la CPE-N a donc réitéré sa demande via une motion de commission intitulée « Pour une coopération internationale suisse responsable » et exigé du Conseil fédéral un débat approfondi dans le cadre de la prochaine stratégie, ainsi qu'une évaluation claire des chances et des risques liés aux adaptations proposées.

À son tour, la CPE-E prend désormais également la parole et invite le Conseil fédéral, par 8 voix contre 0 (et 3 abstentions), à ne pas préjuger des décisions du Parlement concernant la prochaine stratégie de coopération internationale. Elle lui demande en outre d'associer les organisations partenaires concernées et de tenir compte de l'avis de la Commission consultative pour la coopération internationale.

« Si le Conseil fédéral prend au sérieux les institutions démocratiques suisses, il ne doit pas créer de faits accomplis au sein de ses départements », estime Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, le centre de compétence pour la coopération internationale et la politique de développement. Reste à voir si l'actuel président de la Confédération, Guy Parmelin, ainsi que son probable successeur, Ignazio Cassis, respecteront cette pause demandée par le Parlement ou s'ils poursuivront leur initiative unilatérale, antidémocratique et infondée, qui conduit au démantèlement de la CI suisse.

Pour tout complément d'information :

Kristina Lanz, experte en coopération internationale, tél. 031 390 93 40, kristina.lanz@alliancesud.ch

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, tél. 031 390 93 30, andreas.missbach@alliancesud.ch